ISSN 0024-7650

L 15290 - 2964 - F: 1,50 €

Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2964
23 mai 2025
1,50 € • DOM: 2€

Le journal
d'Arlette Laguiller

Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

Lutte ouvrière

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Gaza

Famine et destructions, le visage de l'impérialisme

Le 20 mai, à Gaza City.

ABDALHKEM ABU RIASH/ANADOLU VIA AFP

La Fête de Lutte ouvrière à Presles

Samedi 7, dimanche 8 et lundi 9 juin

Renseignements, billetterie, programme : **https://fete.lutte-ouvriere.org**

Gaza : on ne bâtit pas un paradis sur l'enfer des autres

Après avoir réduit la bande de Gaza à un champ de ruines et alors que la famine est en train de transformer des milliers d'enfants en vieillards qui n'ont plus la force ni de marcher ni de pleurer, l'armée israélienne est passée à une nouvelle phase de la guerre.

Ces derniers jours, d'intenses bombardements ont repris. Maisons, écoles, places de marché, campements de réfugiés ont été indifféremment ciblés et pilonnés, faisant plus de 460 victimes. Et ce dimanche, l'armée israélienne a lancé ses chars et ses bulldozers à la conquête terrestre du territoire palestinien.

Les opérations guerrières sont donc en train de s'intensifier. Le blocus et la famine sont utilisés comme armes de guerre. Et c'est dans ce moment tragique que l'on ose nous dire que des négociations sont en cours !

Oui, parallèlement au massacre, des pourparlers pour une trêve et peut-être même pour mettre fin à la guerre seraient en cours. Eh bien, on voit que les négociateurs à Dubaï ou au Qatar ne se pressent pas ! Ils ne sont pas sous les bombes. Les Gazaouis, eux, n'ont pas leur mot à dire, et ils ne peuvent négocier ni avec les bombes, ni avec la faim.

Si Netanyahou et le Hamas finissent par signer une trêve et s'engagent dans un processus de fin de guerre, cela ne sonnera pas la fin du calvaire pour les Palestiniens.

En lançant l'invasion terrestre, l'objectif de Netanyahou est de réoccuper et de reprendre le contrôle total de la bande de Gaza. Et ce n'est certainement pas pour permettre aux Palestiniens d'y vivre paisiblement !

Le projet de Netanyahou et de l'extrême droite avec laquelle il gouverne est de chasser les Palestiniens de la bande de Gaza. Peut-être ne savent-ils pas encore comment y parvenir exactement et notamment comment le faire accepter par leurs alliés, en particulier les États-Unis, mais leur but est bien celui-ci.

Dès son origine, la construction de l'État d'Israël a été une entreprise de colonisation et d'expulsion brutale des Palestiniens condamnant toute possibilité de coexistence fraternelle et égalitaire. Depuis 77 ans, l'oppression des Palestiniens et la spoliation de leurs terres n'ont quasiment pas cessé, provoquant des affrontements toujours plus meurtriers.

Cet engrenage a creusé un fossé d'horreur, de mort et de sang entre les deux peuples, favorisant, dans les deux camps, les plus extrémistes. Les dirigeants israéliens actuels ont poussé cette logique dans ses formes les plus extrêmes et barbares.

Depuis le 7 octobre 2023, ils sont plus puissants que jamais en Israël. Au lendemain de ce massacre, les suprémacistes juifs ont rivalisé d'idées pour exterminer les Palestiniens de Gaza, les uns évoquant la solution de la bombe A, les autres l'utilisation d'un virus mortel. Et une partie de leurs amis sont au pouvoir !

La situation actuelle comporte bien des inconnues. Mais depuis des années les gouvernements israéliens ont fait leur maximum pour réduire à néant toute possibilité d'existence d'un État palestinien, à Gaza ou en Cisjordanie. Et ce qui est certain, c'est qu'ils n'ont jamais été aussi près de réussir.

Les dirigeants impérialistes, et en particulier les États-Unis, ont toujours été solidaires de la politique des dirigeants sionistes car elle leur permet de dominer le Moyen-Orient par la force. Et, en dignes héritiers de ceux qui ont colonisé et fait disparaître bien des peuples dans le passé, ce n'est pas le massacre des Palestiniens qui peut les émouvoir. Trump ne se mêle aujourd'hui de cette guerre que pour forcer Netanyahou à agir plus subtilement.

Dans la manifestation du 17 mai à Paris.

SERGE D'IGNAZIO

Les Israéliens peuvent jouer un rôle décisif pour changer la donne. Ils sont de plus en plus nombreux à dénoncer la guerre menée par Netanyahou comme une folie à la fois pour les Palestiniens et pour les Israéliens. C'est une folie car, si elle affaiblit aujourd'hui le Hamas, elle assure aussi son avenir en faisant naître, chaque jour qui passe, de nouvelles recrues qui n'auront que la vengeance pour horizon.

On ne bâtit pas un paradis en plongeant les autres dans l'enfer. La paix ne peut pas se construire sur une montagne de cadavres ni sur la déportation de millions de personnes. Elle ne peut se bâtir que sur la fin de l'oppression et de l'apartheid. Que sur la fin des annexions et des colonies et la reconnaissance de l'égalité des droits entre les peuples.

La coexistence fraternelle entre le peuple israélien et les peuples arabes voisins ne pourra se faire qu'au sein d'une fédération des peuples du Moyen-Orient. Elle nécessite de renverser toutes les crapules qui parlent aujourd'hui au nom des peuples, ici et là-bas.

Nathalie Arthaud

Au sommaire

Leur société

- Sommet Choose France : choose ton camp ! 3
- Réforme du transport sanitaire : taxis et patients visés 3
- Nestlé Waters : l'Élysée mouillé jusqu'au cou 3
- Retailleau-Wauquiez : course au plus réactionnaire 4
- Violences dans l'armée : silence dans les rangs 4
- Police : le droit de tuer légitimé 4
- Mortalité infantile : des maternités à rouvrir 5
- Guerre commerciale : l'aveu d'impuissance du PCF 5
- Morts au travail : l'État complice 5
- Affaire Bétharram : Bayrou ne savait rien... 6
- Établissements privés catholiques : violences et loi du silence 6
- Sarkozy et son bracelet : selon que vous serez... 6
- Guyane : Darmanin veut rouvrir le bagne 7
- Deux siècles de déportation 7

Dans le monde

- Grande-Bretagne : les éboueurs de Birmingham en grève 16
- Une faillite payée par les habitants 16
- Roumanie : entre deux démagogues 10
- Russie : la police de Poutine dans ses œuvres 10
- Gaza : par les bombes et la faim, le massacre continue 11
- L'indignation tardive des dirigeants européens 11

Dans les entreprises

- Tisséo – Toulouse 12
- Intermarché – Lucé 12
- Plateforme Lidl – Liffré 12
- Michelin – Cholet 13
- T2C – Clermont-Ferrand 13
- La Poste – Paris-Pyrénées 13
- Renault – Sandouville 14
- Renault – Cléon 14
- Toyota 14
- Clinique de Montargis 15
- Hôpital de la Croix-Rousse Lyon 15
- Finances publiques – Paris 16
- Travailleurs sociaux – Troyes 16

Agenda

Les 7, 8 et 9 juin : la Fête de Lutte ouvrière à Presles 8 et 9

Sommet Choose France : choose ton camp !

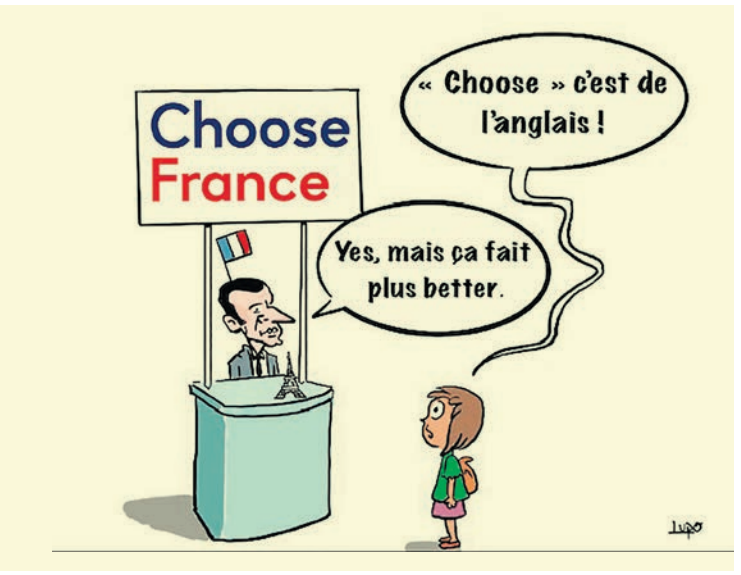
Le sommet Choose France, qui s'est tenu le 19 mai au château de Versailles, a totalisé plus de vingt milliards d'euros de promesses d'investissements étrangers, un record depuis la première édition, en 2018.

Le sommet a été une nouvelle occasion pour Macron de dire qu'il agit pour les emplois alors qu'il sert juste la soupe aux patrons. Depuis six ans, lors des différents sommets Choose France, 122 promesses d'investissements étrangers auraient été faites pour 31,9 milliards d'euros. Cela ne veut pas dire pour autant des créations d'emplois. Sur tous ces projets seuls 27 correspondaient à des implantations de nouveaux sites industriels ou de centres de recherche et développement. Le reste ne concernait que des rachats et extensions. Sans même parler de ceux qui n'ont jamais vu le jour.

Les projets les plus importants annoncés lors de ce dernier sommet sont des data centers, qui sont très peu pourvoyeurs d'emplois. À l'heure où se succèdent les plans de suppressions de milliers d'emplois et les annonces de fermetures d'usine, d'ArcelorMittal à LVMH en passant par Michelin ou Vencorex, il fallait bien le mépris habituel du président pour oser pavoiser sur ce sujet !

Mais ce sommet 2025 n'a pas seulement servi à la parade de Macron. Il en a profité pour se déclarer en faveur de l'annulation de la directive européenne dite de « devoir de vigilance ». Celle-ci devait imposer aux entreprises des règles de respect de l'environnement et des droits humains dans toute leur chaîne de production. En clair, elles devraient s'assurer que les conditions de travail et de production pour leurs marchandises n'engendrent pas des catastrophes humaines ou écologiques.

En 2013, l'écroulement d'un immeuble au Bangla Desh, qui abritait des ateliers pour les marques européennes comme Zara ou Auchan, avait causé la mort de 1 100 ouvrières. Suite à ce drame, l'Union européenne avait mis onze ans pour émettre une directive incitant les capitalistes à vérifier les conditions de production de leurs produits. Puis la mise en application de cette directive a été reportée d'un an sur demande du patronat. Désormais il réclame sa suppression pure et simple. En substance, si elles ne peuvent plus tuer, comment les entreprises pourraient-elles rester rentables ?



Il s'agit là de faire croire que ce seraient les règles et les directives qui entraveraient la création d'emplois ! Les entreprises qui suppriment des emplois affirment toujours qu'elles le font parce qu'elles sont en difficulté. Mais les entreprises qui licencient le plus sont en général richissimes et leurs profits peuvent se chiffrer en milliards d'euros. Les capitalistes veulent moins d'emplois pour faire plus de profits et voudraient aussi être soumis à moins de règles et de « directives ».

La défense des emplois et des conditions de vie des travailleurs ne passera décidément pas par le château de Versailles !

Thomas Baumer

Nestlé Waters : l'Élysée mouillé jusqu'au cou

La commission sénatoriale chargée d'enquêter sur le scandale des eaux contaminées de la source Perrier n'a pas seulement confirmé la fraude mais a révélé l'ampleur de l'implication de l'État dans cette affaire.

ALAIN DELPEY

Dès 2021, les autorités savaient que le trust Nestlé Waters avait utilisé des systèmes de filtration pour ses eaux, dont celles de la marque Perrier. Le procédé, employé pour assainir l'eau du robinet, est totalement interdit pour des eaux d'appellation « minérales naturelles » en bouteille, vendues évidemment beaucoup plus cher. En 2023, devant un début de scandale mais face à un trust aussi puissant qui faisait du chantage à l'emploi, le gouvernement d'Élisabeth Borne avait assoupli discrètement la possibilité d'utiliser certains microfiltres. Logiquement, ce procédé de filtration aurait dû retirer à Perrier la possibilité d'utiliser l'étiquette d'eau « minérale naturelle ».

Fin 2023, Nestlé demanda cependant le renouvellement de son autorisation d'exploiter la source Perrier. À cette occasion, comme l'a établi la commission d'enquête, sur demandes réitérées de la présidente de Nestlé puis du directeur industriel, le rapport de l'agence régionale de santé fut modifié. Une réécriture effaça la détection de pesticides et modifia la fréquence des contaminations bactériennes constatées entre 2020 et 2023.

La commission d'enquête dénonce une *« stratégie délibérée de dissimulation »* et a sollicité l'Élysée, en la personne de son ancien secrétaire général Alexis Kohler, qui a refusé de se présenter devant les sénateurs. Il leur a cependant envoyé un épais dossier révélant des contacts fréquents entre Nestlé et la présidence. Quant à Emmanuel Macron, il nie avoir eu connaissance du dossier et affirme qu'il n'y a eu *« ni entente, ni connivence »*, selon les termes cités par le *Huffington Post*.

Ainsi couvert, Nestlé, trust aux 96 milliards d'euros de chiffre d'affaires en 2024, peut continuer sur sa lancée et vendre à prix d'or son eau du robinet.

Sylvie Maréchal

Réforme du transport sanitaire : taxis et patients visés

Plusieurs milliers de chauffeurs de taxi se sont mobilisés le 19 mai et le lendemain contre le projet de réforme du transport des malades approuvé trois jours plus tôt par le gouvernement.

La nouvelle convention sur le transport sanitaire présentée par la Caisse nationale de l'Assurance-maladie instaure en effet de nouveaux tarifs qui pourraient s'appliquer dès le 1er octobre 2025, tarifs jugés trop faibles par les taxis. *« Pour certaines entreprises de taxi, le kilomètre va passer en dessous de 1 euro »*, a dénoncé Dominique Buisson, le secrétaire de la Fédération nationale du taxi. De plus, il est question de limiter le nombre de taxis bénéficiant du conventionnement, qui ne serait plus automatique. Il faudrait dorénavant être en activité depuis au moins trois ans, faire l'essentiel des courses dans son département et obtenir l'accord d'une commission paritaire locale.

S'il est vrai que ce secteur pourrait subir les conséquences de cette réforme de l'Assurance-maladie, celle-ci est tout autant une atteinte au droit des malades à se soigner dans de bonnes conditions

Il est en effet prévu de généraliser le « transport partagé ». Cela signifie que plusieurs patients, quels que soient leurs pathologies et le service médical où ils doivent se rendre, devraient accepter d'être transportés dans le même taxi. On peut imaginer les conséquences, comme les durées d'attente augmentées au départ et à l'arrivée, les détours et autres contraintes. De plus, si les malades venaient à refuser ce covoiturage, leur transport ne serait pas pris en charge par l'Assurance maladie, et il leur faudrait le payer.

Le gouvernement justifie la réforme par le montant des dépenses, 6,74 milliards d'euros en 2024 dont 3,07 milliards pour les taxis conventionnés, qui aurait bondi de 45 % depuis 2019. Les chauffeurs de taxi sont montrés du doigt mais l'objectif du gouvernement est avant tout d'économiser 300 millions d'euros sur les dépenses de transport sanitaire de 2025 à 2027 et absolument pas de l'améliorer pour les patients. Mettre en œuvre des moyens suffisants pour qu'ils aient accès à un mode de transport fiable et gratuit, là serait pourtant la question.

Aline Retesse

Retailleau-Wauquiez : la course au plus réactionnaire

La campagne pour la présidence du parti LR s'est terminée par une large victoire de Retailleau, actuel ministre de l'Intérieur, face à Wauquiez, président du groupe des députés LR.

Si l'élection à la présidence du parti historique de la droite ne peut que laisser les classes populaires indifférentes, ce duel médiatisé a alimenté pendant des semaines le grand égout du prétendu débat public. Les deux concurrents, frères jumeaux sans divergence politique, n'ont trouvé à se distinguer que par leurs postures xénophobes et sécuritaires.

Le ministre de l'Intérieur, Retailleau, a jeté de l'huile sur le feu dans les relations avec l'Algérie et a signé des circulaires toujours plus dures contre les travailleurs étrangers, avec ou sans papiers. De son côté, parmi d'autres énormités, Wauquiez a proposé de déporter les délinquants récidivistes à Saint-Pierre-et-Miquelon. Retailleau ou Wauquiez ne se distinguent là en rien de Bardella ou Le Pen. Symbole de cette continuité, le précédent chef des LR, Ciotti, s'est rallié au RN lors des élections législatives de 2024. Mais la continuité est également totale avec les macronistes, Retailleau étant l'un des poids lourds du gouvernement Bayrou. Aux côtés de Borne et Valls, venus du PS, Retailleau côtoie l'ex-LR Darmanin qui cultive au ministère de la Justice les mêmes postures sécuritaires.

Tous ces dirigeants politiques sont d'accord pour arroser sans limite le grand patronat, tailler dans les budgets utiles aux classes populaires et faire voter des mesures antiouvrières, de la réforme des retraites à celle de l'assurance chômage. Le seul terrain sur lequel ils essaient de se distinguer est donc celui du choix des boucs émissaires qu'ils désignent à la vindicte publique. En dénonçant tour à tour les étrangers, surtout s'ils sont pauvres et musulmans, les chômeurs, accusés d'être des assistés, les fonctionnaires, qui ne travailleraient pas assez, les parents des quartiers pauvres, qui n'éduqueraient pas leurs enfants comme il faut, ces politiciens cherchent aussi à faire oublier la responsabilité directe des capitalistes dans le chômage, l'inflation et la misère qui se développent. Non seulement le monde du travail ne peut se reconnaître dans d'aussi tristes guignols, mais il doit combattre leur politique car elle l'affaiblit et le divise.

Xavier Lachau

Violences dans l'armée : silence dans les rangs

Menaces de viol, passages à tabac, humiliations permanentes, insultes racistes et sexistes, etc. Quatre soldats du 8e régiment de parachutistes de Castres portent plainte contre leur hiérarchie et le ministère des Armées.

« Ils nous donnaient des coups de poing dans le ventre sans réel motif… On nous demandait de baisser la tête, le cadre arrivait et mettait une énorme claque sur la nuque du mec », raconte l'un d'eux. Et un autre : *« Ils m'ont plongé plusieurs jours dans un canal d'excréments humains. »* Ces soldats sont devenus les boucs émissaires de leur hiérarchie après avoir refusé d'exécuter des ordres inacceptables, comme boire des substances immondes ou participer au lynchage d'un de leurs camarades de chambrée.

Ces pratiques au sein de l'armée ne sont ni nouvelles ni surprenantes. Mais, du fait de la loi du silence, elles sont la plupart du temps étouffées. Cette fois-ci, cela sera sans doute plus difficile car, non seulement ces soldats ont des photos et des enregistrements audio, mais en plus ils ont le soutien de 25 de leurs collègues. Alors, l'état-major cherche à minimiser l'affaire en déclarant que, même si les accusations sont avérées, elles ne visent que quelques brebis galeuses.

Mais ces mauvais traitements et ces humiliations permanentes dépassent largement la perversion de quelques chefs. Ils découlent du rôle même de l'armée : la défense des intérêts de la bourgeoisie et des possédants contre tous ceux qui veulent les contester, à l'intérieur du pays comme à l'extérieur dans le pillage des pays pauvres. Pour cela, la classe dominante a besoin de soldats suffisamment écrasés et dressés pour exécuter n'importe quel ordre, même le plus infâme. Il leur faut être prêts à torturer, à massacrer des civils, à agir pour mettre au pouvoir des dictateurs et, même en France, à tirer sur des grévistes.

Il y a loin entre la campagne publicitaire de l'État qui cherche à enrôler la jeunesse en vantant les valeurs et les vertus de l'armée française et les vices qu'elle cultive dans la réalité !

Arnaud Louvet

FACEBOOK8ERPIMA

Au 8e RPIma de Castres en 2019.

Police : le droit de tuer légitimé

Un non-lieu a été prononcé par les juges d'instruction au grand soulagement d'un policier qui avait tué la passagère d'une voiture en 2022.

Le drame avait pour origine l'absence de port de ceinture de sécurité des passagers arrière d'une 207 lors d'une matinée de printemps à Paris. Le conducteur n'avait pas voulu obtempérer au contrôle, mais 300 mètres plus loin sa voiture était arrêtée dans un bouchon. Les policiers ont alors tiré neuf fois, blessant gravement le conducteur au thorax et tuant sa passagère de 21 ans d'une balle dans la tête.

Trois ans plus tard, la version des policiers, qui se sont dits menacés, a prévalu. À la stupéfaction de la famille de la victime, l'ordonnance de non-lieu stipule que les tirs étaient *« absolument nécessaires et strictement proportionnés au regard de la situation »*. Nécessaire pour la sécurité des passagers sans ceinture ?

La justice ne fait ici que suivre une loi du gouvernement « socialiste » de Hollande et Cazeneuve qui, juste avant de laisser la place à Macron en 2017, avait élargi l'usage des armes à feu par les policiers et gendarmes. Loi que les députés du PS, de la droite et du FN (aujourd'hui RN) avaient voté dans l'unité.

Lucien Détroit

Mortalité infantile : des maternités à rouvrir

Un moratoire sur les fermetures de maternité vient d'être voté en première lecture à l'Assemblée nationale. C'est une réponse a minima aux conséquences dramatiques de cette politique.

Entre 2011 et 2024, le taux de mortalité infantile est passé de 3,5 à 4,1 décès pour 1000 naissances, selon l'Insee. 2 700 enfants de moins d'un an sont morts en 2024, en grande partie victimes de politiques de santé guidées par des logiques de rentabilité.

La mortalité néonatale est presque multipliée par quatre quand l'accouchement a lieu hors maternité ou à plus de 45 kilomètres de la plus proche. On ne peut que pointer la responsabilité criminelle des gouvernements qui, depuis les années 1970, ferment les petites maternités. En cinquante ans, les trois quarts des maternités ont disparu en France. Le nombre de femmes en âge de procréer se trouvant à plus de 45 minutes d'une maternité a doublé en 20 ans.

Le moratoire consiste à suspendre pendant trois ans les fermetures des petites cliniques… *« sauf en cas de danger pour la sécurité des patients »*. Ces cliniques sont effectivement présentées comme potentiellement dangereuses car le personnel manque de pratique, en raison du faible nombre d'accouchements, et ne dispose pas du matériel nécessaire en cas de complications.

Ce serait donc au nom de la santé des femmes et de leur enfant que ces cliniques seraient fermées… Comme si l'accouchement à la maison ou à l'arrière d'un taxi était plus sûr !

La suspension de ces fermetures de cliniques est donc nécessaire. Mais ce n'est qu'un pansement sur

une hémorragie. Une politique qui aurait réellement pour objectif de sauver la vie des enfants et des mères consisterait à équiper ces petites maternités de proximité en matériel adapté, à mettre du personnel en effectif suffisant et à procéder à des formations régulières pour qu'il soit capable de gérer notamment les grossesses à risques. Et cela nécessiterait, bien plus que d'arrêter de les fermer, d'en ouvrir de nouvelles.

Toutes les familles endeuillées par la perte d'un enfant peuvent en témoigner, dans le domaine de la santé toute décision dictée par des considérations budgétaires a des conséquences dramatiques.

Joséphine Sina

Guerre commerciale : l'aveu d'impuissance du PCF

Une citation bien choisie permet de faire dire à un texte le contraire de ce qu'il signifie. Ainsi, en extrayant du communiqué de la direction du PCF daté du 17 mai la phrase *« la guerre commerciale est avant tout une guerre de classe, menée par le capital contre les travailleurs et travailleuses et toute la société »*, on pourrait croire que ce parti a retrouvé la flamme révolutionnaire de ses jeunes années.

Il n'en est évidemment rien et la guerre commerciale dont parle le PCF est celle de l'impérialisme américain contre le reste du monde. Le 19 mai, lors d'une réunion intitulée « L'industrie est l'avenir de la France », les dirigeants du PCF affirmaient derechef : *« En appeler aux multinationales* [pour tenter de sauver les emplois] *est à la fois périlleux et coûteux. »*. Et de préciser avec raison qu'elles sont capables de fermer du jour en lendemain une entreprise tout en ayant empoché les subventions et aides diverses de l'État. Mais, là encore, le PCF désigne exclusivement les entreprises multinationales étrangères, alors que les entreprises françaises font exactement la même chose, non seulement dans l'Hexagone mais aux quatre coins du monde. De Michelin à Renault, de Sanofi à Auchan, les exemples ne manquent pourtant pas. La guerre de classe est le fait de tous les capitalistes, tricolores compris.

Pourtant, d'après le PCF, à l'intérieur des frontières la dégradation de la situation des travailleurs ne découlerait pas de cette guerre mais seulement des mauvais choix des gouvernements. Fabien Roussel et ses camarades proposent donc une autre politique. Elle se résume, énoncée lors de cette réunion du 19 mai, en l'utilisation des fonds détenus par les banques publiques pour inciter les industriels à produire en France, en payant mieux les ouvriers et en invitant plus souvent les syndicalistes dans leurs conseils d'administration. Voilà qui ne doit pas faire peur aux ArcelorMittal, Stellantis, Auchan et autres LVMH. L'État les a « incités » tant et plus depuis des décennies avec les résultats que l'on sait : bénéfices, chômage et précarité en hausse, salaires et conditions de travail dégradés, dette publique explosée. L'évocation de la guerre de classe, façon PCF, loin d'être un appel à la conscience et la riposte de la classe ouvrière, se réduit donc au énième projet visant à inciter financièrement le patronat à être un peu moins le patronat. Autant mettre un cierge à la chapelle des causes perdues.

Paul Galois

Morts au travail : l'État complice

Mardi 13 mai, trois ouvriers ont été ensevelis par l'effondrement d'un mur sur lequel ils travaillaient, à Pommard, en Côte-d'Or.

Ces trois morts s'ajoutent à une liste déjà longue et surviennent juste après celle d'un apprenti de 15 ans, également dans un chantier du bâtiment. La pression au travail, le chantage à l'emploi, les économies faites sur la sécurité, la sous-traitance en cascade, ces diverses faces de l'exploitation ont tué au moins 759 travailleurs l'an passé. Les enquêtes, menées par définition après coup, remontent bien rarement aux véritables responsables et débouchent, au mieux, sur des indemnités dérisoires pour les familles.

Avec une sincérité valant celle de Bayrou parlant de Bétharram, la ministre du Travail, Astrid Panyosan-Bouvet, a déclaré que *« ces morts au travail ne sont pas des faits divers mais un fait de société. Ils ne sont pas une fatalité, mais exigent une lutte contre les accidents du travail graves et mortels qui est et restera une priorité absolue pour le ministère »*. Son gouvernement et tous les précédents, sous Macron, Hollande et Sarkozy, ont consciencieusement rogné les moyens de l'Inspection du travail, de la médecine dans les entreprises, des contrôles de sécurité. Ils ont également, et avec la même constance, réduit les possibilités d'intervention des militants syndicaux.

On en revient donc, de plus en plus et pour une proportion de plus en plus large de la classe ouvrière, à l'exploitation sans fard où l'État a le seul visage d'un auxiliaire du patronat. Les larmes de crocodile de la ministre, l'indifférence de l'État et, par-dessus tout, la voracité patronale prouvent que, pour imposer la sécurité au travail, les travailleurs ne doivent faire confiance qu'à eux-mêmes, à leur solidarité et à leur organisation.

P. G.

RADIO FRANCE FANNY GELB

Le chantier de l'accident mortel.

Affaire Bétharram : Bayrou ne savait rien…

Le 14 mai, lors de son audition sur les violences physiques et sexuelles commises dans l'école Notre-Dame-de-Bétharram, François Bayrou a continué à prétendre n'être au courant de rien. Et pendant ce temps cet établissement, contre lequel plus de deux cents plaintes ont été déposées, reste ouvert !

Non seulement, en 1993, Bayrou connaissait cet établissement catholique puisqu'il y avait scolarisé ses enfants, mais il était alors ministre de l'Éducation nationale et une enseignante, puis un juge, l'avaient interpellé à ce sujet. Le ministre, comme de nombreux responsables politiques, avait alors enterré l'affaire… avant d'affirmer qu'il ne savait rien.

Pendant les cinq heures de son audition, Bayrou a seulement nuancé son propos sous serment en prétendant n'être au courant des faits que par voie de presse. Selon lui, l'enseignante qui l'a alerté est une affabulatrice ; le gendarme qui affirme que Bayrou est intervenu pour défendre un prêtre enseignant accusé de violences sexuelles, ment. Plus respectueux à l'égard du juge qui l'a mis en cause en disant qu'ils s'étaient entretenus de ces violences, il prétend ne pas s'en souvenir. Cerise sur le gâteau, sa propre fille a témoigné de violences qu'elle a subies dans cette école mais, dit-il, *« je pense qu'elle s'est un peu perdue dans le vocabulaire »*.

Malgré la répétition de ces crimes, l'école n'est pas fermée, comme l'exigerait ne serait-ce que le simple principe de précaution ! Et l'enseignement catholique garde pignon sur rue et continue à profiter des deniers publics pour répandre son idéologie nuisible.

Aline Urbain

Établissements privés catholiques : violences et loi du silence

L'affaire Bétharram a mis sur la place publique les violences physiques, sexuelles et psychologiques au sein de cet établissement durant des décennies mais aussi dans l'ensemble de l'enseignement privé catholique.

LAURENT COMBET CO

Des victimes du Bon-Pasteur à Angers.

C'est un « tsunami » d'affaires semblables à celle de Bétharram qui déferle, d'après l'actuelle commission d'enquête parlementaire sur les violences dans les établissements privés.

Chaque semaine, deux à trois collectifs d'anciens élèves se créent. Huit de leurs représentants ont livré des témoignages poignants, non seulement sur les violences perpétrées sur les enfants, mais sur l'omerta au sein de l'enseignement catholique et de l'appareil d'État.

Le collectif de Bétharram comprend aujourd'hui 2 000 membres dont 180 ont déjà déposé plainte. La fille de Bayrou a révélé avoir été rouée de coups de poing et de pied à l'âge de 14 ans par un prêtre de la congrégation. La violence n'était pas l'exception mais la règle dans nombre de ces établissements.

Un ancien élève du collège Saint-Pierre-de-Relecq-Kerhuon, près de Brest, explique que les professeurs étaient recrutés non sur leur diplôme mais sur leur accord *« avec la pédagogie par les coups »*. Les élèves subissaient des séries de gifles à briser les tympans, l'enfermement sous l'estrade, et les séquelles ont été terribles avec des dépressions et des suicides.

Une ancienne élève du Bon-Pasteur d'Angers témoigne de l'horreur subie par des enfants placés par la Ddass dans cette congrégation religieuse, véritable bagne. Travail forcé, des kilomètres de broderie à accomplir avant les cours et, en cas de contestation, les bonnes sœurs enfermaient les jeunes filles tondues *« dans le mitard avec un matelas pourri, une couverture et un seau »*. En cas de fugues, fréquentes, les autres élèves devaient poursuivre leurs camarades en s'accompagnant de bergers allemands. Selon son témoignage devant la commission d'enquête parlementaire, l'une des fugueuses, blessée, avait été retrouvée dévorée par les chiens au petit matin.

La pédophilie était une pratique courante dans nombre d'institutions privées. Alain Esquerre, le porte-parole du collectif de Bétharram, dit que *« les témoignages affluent comme des égouts longtemps bouchés »*. Selon lui, *« tous les pères directeurs qui se sont succédé dans les années 80-90* [à Bétharram] *étaient des agresseurs sexuels qui faisaient leur marché dans les dortoirs la nuit »*.

Le point commun est aussi que, loin d'être dissimulés, la violence et les mauvais traitements étaient largement connus et même justifiés par la morale professée en haut lieu, non seulement dans les écoles catholiques mais bien souvent aussi publiques. Il s'agissait, à coups de martinet, de règle et de sévices variés, d'éduquer ou rééduquer la jeunesse, de lui apprendre « à respecter le maître ».

Mais la principale raison de l'impunité dont ont bénéficié ces pratiques dans l'enseignement privé est la complaisance de l'État envers l'Église catholique. 96 % de l'enseignement privé en France est catholique, la plupart de ces établissements étant sous contrat, et l'État payant donc le salaire des enseignants. Le contrôle de ces institutions par l'État est inexistant ou de pure forme. Ainsi, le prêtre pédophile directeur de Bétharram accusé de viol en 1998 avait pu tranquillement partir au Vatican au bout de quinze jours.

L'Église est pour la classe dominante un soutien de l'ordre établi, prêchant la soumission ici-bas et le paradis aux pauvres… après leur mort. Cela vaut à l'enseignement catholique une place que les gouvernants privilégient, en fermant les yeux sur tous ses abus.

Christian Bernac

Sarkozy et son bracelet : selon que vous serez puissant…

Trois mois après la pose du bracelet électronique de Nicolas Sarkozy, la justice le lui a fait enlever. Il garde sa Rolex et sa Légion d'honneur mais n'aura plus ce fil à la patte qu'il portait depuis sa condamnation. La qualité d'ex-président avait déjà évité à Sarkozy d'être incarcéré, alors qu'il était condamné pour corruption et trafic d'influence. Ses défenseurs clament bien haut qu'il n'a pas un traitement de faveur, puisqu'en France un détenu a le droit de demander sa libération conditionnelle lorsqu'il a atteint 70 ans.

La même justice a refusé dernièrement la demande de libération conditionnelle de Georges Ibrahim Abdallah, après

50 ans de prison, alors que celui-ci, âgé de 74 ans, est le plus ancien condamné politique de France. Par ailleurs, plusieurs centaines de détenus de plus de 70 ans croupissent aujourd'hui en prison, parfois atteints de maladies graves. Mais, bien sûr, cela ne veut strictement rien dire sur l'égalité face à la justice.

A. U.

Guyane : Darmanin veut rouvrir le bagne

Retailleau et Wauquiez en ont rêvé, Darmanin prétend l'avoir décidé. Une nouvelle prison de haute sécurité devrait être construite en Guyane. Et comme un symbole, c'est à Saint-Laurent-du-Maroni, ancienne colonie pénitentiaire, que cette prison devrait être édifiée.

« Construite au milieu de la jungle », comme le décrit le *JDD*, cette prison serait un îlot perdu loin de la Métropole. Ce mépris colonial en dit long sur ce que pensent Darmanin et ses amis journalistes de la Guyane : une terre pour exilés. Le nouveau bagne serait équipé de 500 places, dont une partie réservée aux narcotrafiquants et une autre aux détenus fichés S ou radicalisés. Le tout coûterait 400 millions d'euros. Dans la surenchère réactionnaire pour flatter l'électorat de droite et d'extrême droite, cette annonce sert Darmanin et ses ambitions présidentielles, notamment face à Retailleau ou au RN.

WIKIPEDIA

L'un des bagnes de Guyane, celui des îles du Salut.

L'annonce de Darmanin, via la presse a provoqué de vives réactions dans la classe politique mais aussi dans la population en Guyane.

L'ensemble des élus s'est élevé contre cette annonce, qualifiée de « brutale » par la presse locale. Le président par intérim de la CTG (Collectivité territoriale de Guyane), Jean-Paul Fereira, a estimé que *« la Guyane n'a pas vocation à accueillir les criminels et terroristes de la France hexagonale… La CTG s'oppose fermement à un projet carcéral qui consisterait à recevoir les détenus les plus dangereux de France, dans une reconstitution du bagne de très mauvais goût. »* Derrière ces indignations, il y a surtout la réaction de politiciens choqués de ne pas avoir été consultés.

Dans la population guyanaise, cette annonce ne passe pas non plus : *« On est la poubelle de la France »*, réagissait une passante interrogée sur Guyane la 1ère. Mais, surtout, écrire, comme l'a fait le *JDD*, *« À perte de vue la jungle. Un océan de feuillages serrés, moites, impénétrables. Pas une route, pas une ligne électrique, pas un souffle humain* […] *les cris rauques des singes* […] *on avance plus à la machette qu'en voiture… »*, c'est vraiment se moquer du monde, dans la mesure où la prison devrait être construite aux abords d'une ville de plus de 50 000 habitants ! Cela ne peut qu'alimenter le sentiment de mépris que ressent la population de Guyane. Il y a certes un gros problème d'enclavement : des villages sont uniquement accessibles en pirogue ou en avion, et les problèmes d'alimentation électrique sont nombreux. Mais cette description est grotesque lorsqu'il s'agit de Saint-Laurent-du-Maroni, une des trois principales villes du territoire.

La population se demande aussi en quoi ce serait une bonne idée de faire venir les plus grands narcotrafiquants de France à Saint-Laurent, qui est à proximité du Suriname, pays dont les autorités disent qu'il est la plaque tournante du trafic de cocaïne pour l'Europe. Rappelons aussi qu'il y a quelques semaines, des policiers de la PAF (police de l'air et des frontières) à l'aéroport de Cayenne ont été condamnés pour complicité de trafic de cocaïne. Qui dit que le même genre de trafic ne s'installera pas autour de cette prison ?

Dans les accords de 2017, suite au mouvement qui avait embrasé la Guyane pendant plusieurs semaines, il était, entre autres, question de construire une nouvelle prison, pour améliorer les conditions de détention dans celle de Remire, où la surpopulation carcérale est une des plus fortes d'Europe et dont les conditions ont été dénoncées par les associations et des rapports parlementaires. Manifestement, la prison annoncée par Darmanin ne sera pas faite pour cela. L'accord de 2017 parlait surtout de moyens pour l'éducation, la santé, contre la vie chère, pour la construction et l'entretien des routes, etc. On en est à mille lieues !

Correspondant LO

Deux siècles de déportation

La loi du 26 août 1792 créa le premier bagne à Saint-Laurent-du-Maroni, en prévoyant la déportation en Guyane des *« ennemis de la Révolution française »* à commencer par des ecclésiastiques.

Le blocus maritime imposé par l'Angleterre ainsi que les nombreuses épidémies qui s'y développaient entraînèrent l'arrêt du bagne.

Puis le Second Empire rétablit la déportation de prisonniers dans les bagnes de Guyane, de Nouvelle-Calédonie ou d'Algérie.

Jusque-là les bagnards travaillaient à Brest, Toulon, Rochefort et autres ports de guerre, aux travaux les plus pénibles, le désensablement, les charrois, le remorquage des bateaux etc. La machine à vapeur rendant leur travail inutile, les députés découvrirent à propos l'inhumanité de leur sort et les envoyèrent désormais travailler aux colonies.

En 1854, c'est encore une fois à Saint-Laurent que fut implanté un pénitencier. C'était un moyen d'occuper la rive droite du Maroni, pour faire face aux Hollandais qui construisaient sur l'autre rive du fleuve la ville d'Albina.

Sous la IIIe République les bagnes se développèrent à Cayenne, Kourou (les îles du Salut) et Saint-Laurent-du-Maroni où il y eut deux camps, celui dit de la transportation à Saint-Laurent même et celui dit de la relégation à Saint-Jean, un village proche. Les condamnés à plus de dix ans de bagne en Guyane, s'ils survivaient aux conditions et aux travaux forcés, devaient, une fois leur peine purgée, le même nombre d'années à la colonie pénitentiaire. Ils vivaient alors dans les villes de Guyane et devaient gagner leur vie, soit dans l'agriculture, soit en étant majordomes pour la bourgeoisie guyanaise ou européenne. Des femmes, souvent arrêtées pour prostitution, furent aussi envoyées au bagne. Au total, l'objectif était de fixer en Guyane des populations de bagnards qui ne pourraient jamais rentrer en Métropole et ainsi coloniseraient ce territoire.

À la fin du 19e siècle et au début du 20e, en plus des détenus de droit commun et des militants anarchistes, arrivèrent en Guyane des prisonniers coloniaux, ceux qui s'étaient révoltés contre le colonisateur, comme les Annamites d'Indochine. Un bagne fut dédié spécifiquement à 500 d'entre eux en 1931, suite à la révolte de Yen Bay.

ARC

Dès le début du 20e siècle, des voix s'élevèrent contre les bagnes, notamment celle du journaliste Albert Londres qui écrivit en 1924 le livre *Au Bagne*. Mais il fallut attendre l'après-Deuxième Guerre mondiale pour que la colonisation pénitentiaire s'arrête. Pour autant, les derniers bagnards ne furent libérés qu'en 1955, il y a tout juste 70 ans !

Jacques Lequai

La Fête de Lutte ouvrière à Presles

Samedi 7, dimanche 8 et lundi 9 juin

PHOTOS LO

La Fête aura lieu le week-end de la Pentecôte, c'est-à-dire samedi 7, dimanche 8 et lundi 9 juin, dans un parc boisé de plusieurs hectares, à Presles, petite ville du Val-d'Oise, à 30 km au nord de Paris. Une ambiance et des échanges fraternels… Un petit avant-goût d'un grand idéal.

Meeting de bienvenue samedi à 17 heures avec Nathalie Arthaud et Jean-Pierre Mercier

Meetings avec Nathalie Arthaud dimanche et lundi à 15 heures

Forums d'entreprises

Avec les militants d'entreprise de Lutte ouvrière.

- ***Fonction publique territoriale***: dégradation des conditions de travail
- ***Les transports urbains***: organisés en vue des profits patronaux
- ***La Santé***: malade du capitalisme
- ***Les travailleurs du transport aérien***: contre les frontières dressées par les patrons
- ***Michelin-Cholet***: la lutte contre les licenciements
- ***Des PTT à La Poste***: moins de courrier, plus de travail
- ***Chantiers navals de Saint-Nazaire***: 10 000 travailleurs, 75 nationalités, 600 employeurs, UNE seule classe ouvrière
- ***Aéronautique***: profits en hausse et volonté de mise au pas des travailleurs
- ***Les ravages du capitalisme dans le monde du travail :*** *accidents, décès, maladies professionnelles*
- ***Aides à domicile***: besoins criants, moyens insuffisants, salaires minables
- ***Sous-traitance informatique***: exploitation 2.0
- ***Stellantis - Poissy***: les premières réactions des travailleurs face à la fermeture annoncée
- ***Renault***: comment le directeur De Meo assure les profits… et son propre salaire

La Cité des Arts

Des spectacles qui sont aussi des conférences :

Des préludes et des fugues de Chostakovitch pour piano • Duo d'alto et de piano, musique anglaise du 20e siècle • La grande (et la petite) histoire du clown Sensation à l'opéra • **Avec la cantatrice Marlène Assayag,** vous avez dit baroque ? • Apprendre le Dabkeh • Que faut-il pour faire un tube ? • Des tubes et des tuyaux • Initiation à la calligraphie arabe • **La cantatrice Cathy Berberian :** la musique contemporaine sans complexe • Nous avons les moyens de vous faire chanter

Expo-photos

La Retirada des réfugiés espagnols et l'enfermement dans les camps français (1939-1942)

Photographies de Paul Senn

Les spectacles

Au Grand Podium

Samedi

- ***Hélène Piris***: chansons déjantées
- ***Clarika***: 30 ans de chanson française
- ***Hippocampe fou***: du rap aux flow acrobatiques et textes percutants

Dimanche

- ***Mymytchell***: chansons poétiques et politiques
- ***Les Fatals Picards*** : chansons engagées et enragées
- ***Ti'bal Tribal d'André Minvielle***: un petit bal de tous les accents
- ***Ziveli Orkestar***: chaleur des cuivres d'une fanfare balkanique

BLUE LINE PRODUCTIONS

Hippocampe fou.

Lundi

- ***Marcela***: chansons tziganes
- ***The Moonlight Swampers*** : reprises rock

Au Théâtre de Verdure

Samedi

- ***Voci di l'Avvene*** : chants polyphoniques
- ***Booze & Riots***: musique irlandaise
- ***Yasmin Berber***: chansons françaises
- ***The Gut Girls, de Sarah Daniels***: lecture de la pièce sur le destin d'une petite communauté d'ouvrières, en 1900
- ***Orée***: rock alternatif grunge
- ***Ensemble Periptero***: le rebetiko grec

Dimanche

- ***Le chant de grève des sardinières de Douarnenez*** : chorale
- ***Et si ?*** : spectacle musical autour des poèmes de Tim Burton
- ***À la ligne, de J. Ponthus***: par la Compagnie L'échappée
- ***La Brise du Mammouth***: jazz rap
- ***Jean Philippe Apro Groupe***: fusion, rock, blues, jazz, chanson française
- ***Soirée Électro Dance Music*** : animée par plusieurs D.J.

Lundi

- ***Ça roulotte***: jazz manouche
- ***La France, Empire, avec Nicolas Lambert*** : théâtre
- ***Samskara*** : reggar ska
- ***Blues Non Stop***

FATALSPICARDS.COM

Les Fatals Picards.

La Fête de Lutte ouvrière à Presles

Samedi 7, dimanche 8 et lundi 9 juin

De nombreux débats

Chapiteau Karl-Marx

- ***William Blanc*** : *Robin des bois. De Sherwood à Hollywood*
- ***Armelle Mabon***: *Le massacre de Thiaroye,* en 1944
- ***Renaud Piarroux***: *Sapiens et les microbes. Les épidémies d'autrefois*
- ***Martine Lalande*** : *Si une femme veut avorter, ne la laisse pas seule. Du MLAC au centre IVG de Colombes*
- ***Thierry Labica***: sur *Les espoirs de la civilisation,* de William Morris
- ***Alain et Désirée Frappier***: *Et que se taisent les vagues,* roman graphique, le Chili d'Allende et de Pinochet
- ***Julien Chuzeville*** : *Brève histoire des socialismes en France*
- ***Olivier Deloignon*** : *Une histoire de l'imprimerie et de la chose imprimée*
- ***Christian Gasquet***: *Les origines de l'internationalisme ouvrier*
- ***Ulysse Thévenon***: *Le sens du bétail*
- ***Martin Cennevitz***: *Haymarket, récit des origines du 1er Mai*
- ***Benoit Trépied***: *Décoloniser la Kanaky-Nouvelle-Calédonie*
- ***Marie-Laure Dufresne-Castet & Pascal Moussy***: combats contre la préférence nationale et droit du travail
- ***Jean-Pierre Griez***: *L'héritage assassin*, l'impérialisme au Rwanda, le génocide de 1994
- ***Combat ouvrier (UCI)***: de la révolte des esclaves à la dette extorquée à Haïti
- ***Organisation des travailleurs révolutionnaires (OTR-UCI)***: Haïti aux mains des gangs
- ***The Spark (États-Unis)***: Après le retour de Trump, la situation aux États-Unis
- ***Lutte ouvrière***: faire face à la marche à la guerre

Espace Friedrich-Engels

- ***Emmanuel Blanchard :*** *Des colonisés ingouvernables*
- ***Gwenn Dubourthoumieu :*** *Entre-soi ; Le séparatisme des riches*
- ***Fabrice Riceputi :*** *Le Pen et la torture. Alger, 1957, lutter contre l'oubli*
- ***Alizée Delpierre :*** *Servir les riches ; Les Domesticités*
- ***Michel Lefebvre*** : guerre d'Espagne, laboratoire d'un photojournalisme engagé
- ***Diadié Dembellé :*** *Deux grands hommes et demi*
- ***Joe Jacobs :*** *Nouvelles du ghetto, combattre le fascisme à Londres (1925-1939)*

Au Carrousel de la Connaissance

D'où vient le racisme ?

Spectacle audiovisuel de 45 mn

Parcours dans les arbres

Un parcours dans les arbres pour se faire peur en toute sécurité, sous la surveillance de moniteurs diplômés : tyroliennes, ponts de singe, échelles, parcours de difficulté progressive. **Accessible sous conditions d'âge (13 ans min.) et de taille (1,50 m min.).** Tarif : 5 euros.

Et aussi

La Cité politique • Les librairies • Le Préhisto-parc • Le Village médiéval • L'Arboretum • La Cité des Jeunes • Les expositions • Le feu d'artifice • Le cirque Ülher • Les grands bals dans la nuit de dimanche à lundi • ...

La carte d'entrée

La carte d'entrée pour les trois jours de la fête coûte 20 euros (25 euros sur place). Elle est éligible au Pass culture. L'entrée est gratuite pour les enfants accompagnés de moins de 14 ans.

On peut acheter, sur notre site ou auprès des militants, les cartes d'entrée ainsi que les bons, qui permettent une réduction de 20 % sur les dépenses à la Fête (payés à l'avance 4 euros, ils valent 5 euros sur place).

Films et documentaires

• ***La plus précieuse des marchandises***, de Michel Hazanavicius • ***Ni chaînes, ni maîtres***, de Simon Moutaïrou • ***All We Imagine As Light***, de Payal Kapadia • ***Les Barbares***, de Julie Delpy • ***Petites mains***, de Nessim Chikhaoui • ***En fanfare***, d'Emmanuel Courcol • ***Les Fantômes***, de Jonathan Millet • ***Ernest Cole, photographe***, de Raoul Peck • ***On n'est pas nos parents***, de Matteo Severi • ***Sans queue ni tête, décorticage d'une crevette grise***, de Julien Brygo • ***Elf, la pompe Afrique***, de Nicolas Lambert • ***Congo-Océan, un chemin de fer et de sang***, de Catherine Bernstein • ***No Other Land***, de Basel Adra, Hamdan Ballal, Yuval Abraham, Rachel Szor • ***Nos ancêtres du vingt-et-unième siècle***, de Lutte ouvrière • ***Des trotskystes à l'usine : le groupe Lutte ouvrière de la Snecma – Gennevilliers (1971-2019)***

Cité des Sciences

Patrizia D'Ettore : domestication du loup en chien • ***Nicolas Sabouret*** : intelligence artificielle • ***Pascal Yiou :*** changement climatique et événements climatiques extrêmes • ***Pauline Zarrouk :*** matière noire, énergie noire et les dernières découvertes sur l'expansion de l'Univers • ***Caroline Freissinet :*** sous la surface glacée des satellites de Jupiter et Saturne, des mondes habitables ? • ***Sonia El Hedri :*** une nouvelle astronomie avec les neutrinos • ***Didier Aubœuf :*** les défis du traitement du cancer • ***Sébastien Fontaine :*** comment a-t-on pris conscience de notre place dans l'Univers ? • ***Patrick Berche :*** la vaccination dans l'histoire de la médecine • ***Marc-André Selosse :*** l'agriculture, les sols, les écosystèmes • ***Jean-Léon Maître :*** de l'embryon au bébé, génétique et lois de la physique • ***Clémentine Vignal :*** sexe et comportement animal

Et de nombreuses mini-conférences.

Pour venir

La Fête sera ouverte samedi de 11 heures à 23 heures, puis sans interruption du dimanche 9 heures au lundi 20 heures.

En train : ligne H (Paris-Gare du Nord ou gare de Saint-Denis). Horaires : transilien.com, IDF mobilités et SNCF Connect.

Samedi 7 et dimanche 8 juin : prendre le train de gare du Nord jusqu'à la gare de Montsoult-Maffliers (la gare de Presles-Courcelles est fermée pour travaux), puis prendre le car gratuit jusqu'à la Fête (samedi de 10 h 45 à 16 h 50, dimanche de 8 h 20 à 17 h 20).

Lundi 9 juin : la gare de Presles-Courcelles sera desservie à partir de gare du Nord. L'entrée de la Fête est à 900 m. Des minibus feront la navette, en priorité pour les personnes à mobilité réduite.

En voiture et en vélo : parkings réservés.

Attention : aucune navette au départ du métro Saint-Denis-Université.

Renseignements, billetterie, programme

https://fete.lutte-ouvriere.org

Roumanie : entre deux démagogues

Dimanche 18 mai, au second tour de l'élection présidentielle en Roumanie, Nicusor Dan, maire de Bucarest, l'a emporté avec 54 % des voix face au candidat d'extrême droite, George Simion. Il se présente comme *« démocrate »* et *« pro-européen »*.

Simion, arrivé en tête au premier tour avec plus de 40 % des voix, en a pourtant gagné près de 1,5 million entre les deux tours. Mais la hausse de la participation (près de 65 % au second tour, contre 53 % au premier) a surtout profité à Dan. La pression pour « faire barrage à l'extrême droite » a été forte : une campagne médiatique a agité le spectre du danger russe et présenté Simion comme un danger pour la démocratie. Dan a reçu le soutien du PNL, le parti de droite au pouvoir depuis trente ans en alternance avec le PSD, considéré comme la gauche. Auparavant, ces partis de gouvernement avaient essayé de bloquer la montée de l'extrême droite par des artifices institutionnels, justifiant l'annulation par la Cour constitutionnelle d'un premier scrutin présidentiel en novembre : le candidat d'extrême droite Calin Georgescu, arrivé en tête, avait été accusé de devoir son succès à des manipulations de la Russie.

Dan avait aussi le soutien de dirigeants européens, dont Macron, qui a écrit sur X : *« Malgré les nombreuses tentatives de manipulation, les Roumaines et les Roumains ont fait ce soir le choix de la démocratie, de l'État de droit et de l'Union européenne. »* Ursula von der Leyen a qualifié le résultat de *« promesse d'une Roumanie ouverte et prospère au sein d'une Europe forte »*. Ces dirigeants reprochaient à Simion son hostilité à l'UE et le fait qu'il se soit démarqué du soutien à l'Ukraine, faisant écho à l'inquiétude suscitée dans la population par cette guerre toute proche.

Mais la montée de l'extrême droite traduit la colère d'une partie des classes populaires roumaines contre les promesses non tenues de l'UE. Depuis l'intégration du pays à l'Union européenne en 2004, les entreprises occidentales ont trouvé en Roumanie un marché et une main-d'œuvre qualifiée beaucoup moins chère qu'à l'Ouest. Cela a alimenté les profits des Carrefour, Renault, Continental… Mais les salaires et le niveau de vie de la population sont toujours restés parmi les plus bas de l'UE. Le salaire minimum est à 814 euros, quand un litre de lait coûte 1,40 euro. Dans la moitié des départements, le salaire moyen réel est de 600 à 700 euros. À cela, s'ajoute l'inflation : depuis 2020, les prix ont grimpé de 44,7 %, ceux du gaz de 84,5 %. La classe ouvrière est frappée par une vague de licenciements, particulièrement dans le secteur automobile : Dacia a lancé un plan de départs volontaires concernant 300 postes, et l'équipementier allemand Schaeffler prépare aussi des centaines de suppressions de postes.

En fait, l'intégration à l'UE n'a pas permis à la classe ouvrière roumaine de bien vivre, et elle s'est accompagnée d'une vague d'émigration massive. Près d'un Roumain sur cinq, soit 5 millions de personnes, vit à l'étranger. En Italie, en Belgique, en France, ils ne trouvent bien souvent que des emplois difficiles, pour des salaires insuffisants. Au premier tour, Simion a obtenu 60 % des voix parmi les électeurs de cette diaspora.

La rage contre les partis de gouvernement explique le score élevé de ce démagogue d'extrême droite, dont les modèles sont Trump et Orban. Il se dit contre la guerre en Ukraine, tout en misant sur le nationalisme roumain contre les Hongrois ; il se prétend du côté du peuple, mais n'a jamais un mot contre le patronat.

Un gouvernement Simion aurait à coup sûr gouverné contre les travailleurs. Mais Dan, avec son langage plus policé et son allure de premier de la classe qui plaît tant aux dirigeants européens, ne vaut pas mieux pour les classes populaires. En se présentant comme indépendant, il a bénéficié du rejet des partis qui gèrent la Roumanie depuis la fin du régime de Ceaucescu, mais c'est avec eux qu'il s'apprête à gouverner. Dès son élection, il a évoqué les « efforts » nécessaires pour faire face au déficit budgétaire de l'État.

Les partis d'extrême droite espèrent sans doute qu'une défaite avec des scores aussi élevés prépare des prochaines victoires : les travailleurs n'ont pas plus à leur faire confiance qu'à Dan et aux gouvernements qui l'ont précédé.

Claire Dunois

STIRILE PRO TV

Les candidats du premier tour.

Russie : la police de Poutine dans ses œuvres

Le 15 mai, des chaînes de télévision russes ont montré des policiers cagoulés et munis d'armes automatiques se ruant dans des logements de Saint-Pétersbourg pour y arrêter de façon musclée plusieurs étudiants.

Les médias pro-gouvernementaux ont présenté aussitôt ces derniers comme faisant partie d'une prétendue « conspiration trotskyste ». À l'appui de cette accusation, des images ont montré des publications trotskystes en anglais que la police disait avoir trouvées en perquisitionnant, autant de « preuves » d'un « complot mené depuis l'étranger » selon les organes de sécurité.

Ceux-ci ont relâché peu après neuf des douze personnes arrêtées. Pour deux des trois restant entre leurs mains, il s'agissait d'en obtenir, on imagine par quels moyens, des aveux « sous la dictée ». Quant au dernier, Garry Azarian, les médias ont annoncé qu'il relevait de l'article 2052 du Code pénal réprimant le terrorisme et qu'il avait pris pour deux mois d'une forme renforcée d'emprisonnement avant jugement.

De ce que les services de sécurité ont voulu voir filtrer dans les médias russes, il ressort qu'ils infiltraient depuis des mois un petit groupe d'extrême gauche, Rabotchaïa vlast' (Pouvoir ouvrier), dont Garry serait un militant. Ils disent avoir enregistré ses déclarations « criminelles » lors de réunions ou sur des messageries cryptées, mais ils veulent en outre étayer leurs allégations en citant au procès des étudiants qu'ils auraient réussi à terroriser.

En fait, les membres de ce petit groupe parlaient de politique en s'aidant des classiques du marxisme et de ce que montre l'histoire de la Russie. Mais les services russes de sécurité n'ont actuellement plus guère à prévenir ou réprimer d'importantes manifestations contre Poutine et sa guerre. Alors, certains de leurs membres, toujours en quête de médailles et de primes dans la lutte contre « l'ennemi intérieur » et « les traîtres à la nation », en sont, comme d'ailleurs leurs homologues du camp d'en face et pour les mêmes raisons, à monter des affaires de toutes pièces contre les opposants d'extrême gauche.

Halte à la répression policière en Russie et en Ukraine, liberté pour Garry Azarian !

Pierre Laffitte

X.COM OVDINFO

Garry Azarian.

Gaza : par les bombes et la faim, le massacre continue

Le Premier ministre israélien Netanyahou a ordonné, dimanche 18 mai, la *« reprise immédiate de l'aide humanitaire de base »* à Gaza, essentiellement pour des *« raisons diplomatiques »*, a-t-il déclaré, faisant allusion aux pressions exercées par Trump, préoccupé de resserrer ses liens avec les États arabes de la région.

La mesure a été approuvée lors d'une réunion du cabinet de sécurité, mais les ministres n'ont pas procédé à un vote car nombre d'entre eux s'y sont déclarés hostiles, affirmant qu'aucune aide ne devait reprendre. Cette opposition émanait surtout de l'extrême droite, qui compte plusieurs ministres au sein du gouvernement et dont le soutien est indispensable au maintien au pouvoir de l'actuelle coalition. L'un d'entre eux, Smotrich, ministre des Finances, avait déclaré trois semaines auparavant : *« Si une seule goutte d'aide humanitaire entre* [à Gaza] *et parvient au Hamas, je quitterai le gouvernement. »* Pour le moment, il a fait le choix de conserver son poste, mais l'extrême droite se mobilise. Le groupe Tzav 9, créé en janvier 2024 et qui avait déjà bloqué des camions d'aide en route vers Gaza, a appelé ses militants à reprendre ces actions.

Pourtant, l'aide en question ne constitue qu'*« une goutte d'eau dans l'océan »*, selon l'expression d'un responsable de l'ONU. En effet, seuls neuf camions auraient pu entrer à Gaza le 19 mai. D'après un porte-parole d'une agence onusienne, le gouvernement israélien serait prêt à autoriser 100 camions d'aide par jour, alors qu'ils étaient plus de 600 durant la trêve entre le 19 janvier et le 18 mars. C'était déjà très loin d'être suffisant, et la situation de la population s'est encore aggravée après onze semaines d'un blocus la privant totalement de nourriture, de médicaments, d'électricité et de fuel. Depuis le 18 mars, en plus de ces privations, les Gazaouis subissent jour et nuit des bombardements de plus en plus meurtriers visant des hôpitaux, des camps de toile… Depuis la reprise de la guerre, plus de 3 300 Palestiniens ont été tués et plus de 9 300 blessés, dont beaucoup d'enfants. Au total, près de 62 000 Palestiniens ont trouvé la mort depuis octobre 2023.

Si l'on en croit l'objectif proclamé par Netanyahou et par l'extrême droite, la reprise de la guerre viserait à occuper entièrement le territoire de Gaza pour *« anéantir le Hamas »*. Mais ce n'est pas la conquête de Gaza et son occupation qui peuvent garantir la sécurité de la population israélienne, bien au contraire.

Heureusement, en son sein s'exprime depuis des mois une opposition à la politique de guerre à outrance de Netanyahou. Des manifestations, réunissant souvent des milliers de personnes, ont lieu chaque semaine à Tel Aviv et dans de nombreuses villes du pays. Beaucoup expriment ainsi leur sentiment que

Netanyahou se moque totalement de sacrifier les otages. Mais, parmi ces manifestants, une minorité exprime aussi de plus en plus sa révolte devant le sort subi par les Palestiniens. Depuis plusieurs semaines, des centaines de personnes se réunissent silencieusement devant l'entrée du quartier général de l'armée à Tel Aviv, brandissant des bougies et des photos d'enfants palestiniens tués depuis le 18 mars.

Par son cynisme, sa brutalité et son mépris revendiqué de la vie des Palestiniens et des Israéliens eux-mêmes, Netanyahou commence à susciter une contestation au sein de sa population. Et, en effet, sortir de l'impasse actuelle ne sera possible qu'en mettant en cause les politiques qui y ont conduit, et ceux qui les ont menées. Les divisions et les guerres sont l'œuvre des classes dirigeantes locales et des puissances impérialistes, qui s'en servent pour asseoir leur domination sur les peuples.

Marc Rémy

L'indignation tardive des dirigeants européens

Il aura fallu vingt mois de massacre et plus de 62 000 morts à Gaza. Il aura surtout fallu que Trump fasse la moue et que J.D. Vance, son vice-président, annule sa visite en Israël pour que les dirigeants européens Macron et Starmer, et le Canadien Carney estiment devoir élever la voix contre l'extermination de la population de Gaza.

Ces dirigeants européens *« ne resteront pas les bras croisés »*, les a-t-on entendus menacer. Netanyahou doit trembler, lorsqu'ils disent s'opposer *« à l'extension des opérations militaires israéliennes à Gaza »* en raison du *« niveau de souffrance humaine* […] *intolérable »*. Même de Villepin, l'ancien Premier ministre chiraquien, moque *« les sabres de bois »* brandis par ces dirigeants. Quand bien même ils font mine de demander à Israël d'arrêter ses opérations militaires et de reprendre la distribution d'aide humanitaire, quand bien même ils s'affirment *« déterminés à reconnaître un État palestinien en tant que contribution à la réalisation d'une solution à deux États »*, ce n'est certainement pas ce verbiage officiel qui décidera le gouvernement israélien à mettre fin à l'écrasement de la population de Gaza.

Quel remord a donc motivé ce subit et tardif assaut d'humanité ? Bien sûr, nulle prise de conscience morale n'atteint ces chefs de gouvernement. Mais il se trouve que, quelques jours plus tôt, Donald Trump a marqué de façon visible son « agacement » vis-à-vis de Netanyahou, ne serait-ce qu'en évitant Israël dans son voyage de la mi-mai au Moyen-Orient, lui préférant ostensiblement le Qatar, les Émirats et l'Arabie saoudite. Et c'est en déclarant son amour de ce pays et de ses dirigeants, fussent-ils dépeceurs de journalistes américano-saoudiens, que Trump a affirmé un choix dicté par des intérêts bien directs. Pour les dirigeants européens, il ne s'agit pas alors d'apparaître comme les derniers défenseurs du bourreau Netanyahou, au moment où un Trump pourrait s'en éloigner pour faciliter la conclusion d'alléchants contrats d'après-guerre avec l'Arabie saoudite et les Émirats.

Et voilà pourquoi des baudruches qui n'ont cessé de soutenir depuis des mois la politique de guerre à outrance de Netanyahou affichent soudain des indignations morales.

À présent que la famine de masse menace la population à Gaza, que les camions d'aide humanitaire, les seuls autorisés par Netanyahou et Trump, arrivent au compte-gouttes, tard, trop tard pour beaucoup, on voit un Macron jouer des coudes pour, selon le quotidien *Le Monde*, prendre *« la tête d'un mouvement de condamnation inédit de la guerre »*.

Derrière l'opération politique personnelle du président français, il y a tout le cynisme des impérialismes de second ordre qui ne veulent pas manquer d'accéder aux restes tombés de la table du maître.

Viviane Lafont

Lisez *Lutte de classe*

revue de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du numéro 248 (mai-juin 2025)

- **L'économie mondiale sous l'emprise des dettes et des financiers**
- **Après le retour au pouvoir de Trump, la situation politique aux États-Unis**
- **De Staline à Poutine, une complicité de longue date avec l'impérialisme**
- **Les réseaux sociaux, un « espace de liberté »… soumis au capital**

- **August Bebel, *Femmes et socialisme* (1879)**
- **Albert Rhys Williams, *À travers la révolution russe***

Prix : 3 euros – Envoi contre cinq timbres.

Tisséo – Toulouse : condamné pour homicide involontaire

Tisséo, régie des transports en commun de l'agglomération de Toulouse, emploie 2 600 salariés, dont 1 400 chauffeurs et 250 ouvriers. Lundi 27 novembre 2023, un ouvrier mécanicien était mort, coincé entre un bus et le camion devant le remorquer. Lundi 5 mai, le tribunal a condamné le patron pour homicide involontaire.

La seule solution pour le remorquage en sécurité est l'utilisation d'un camion de dépannage dédié permettant le levage du bus. Mais Tisséo n'a jamais voulu investir dans un tel engin. Pour en économiser la location ou l'achat, c'était toujours un camion de remorquage de Tisséo qui était envoyé. La préfecture avait d'ailleurs accordé à l'entreprise une dérogation permettant de contourner l'interdiction d'utiliser des barres de remorquage, datant de 1975. Un ouvrier doit alors exécuter des manœuvres entre le bus et le camion pour fixer la barre. Les mécanos craignaient toujours cette opération, et se préparaient souvent à se jeter sous le bus en cas de danger.

Au tribunal, le 5 mai, l'inspecteur du travail a fait état de quatre infractions : absence de formation des mécaniciens sur le remorquage, en rappelant que les barres de remorquage sont non conformes depuis 1975 pour les poids lourds ; dégradation des services de mécanique sur la sécurité et le matériel ; aucun suivi hiérarchique sur les lieux de remorquage en cas de difficulté particulière, en somme, les mécaniciens sont livrés à eux-mêmes ; aucune évaluation des risques ni bilan après remorquage ou dépannage depuis toujours. En d'autres termes, les mécanos étaient envoyés au casse-pipe !

Le directeur en chef, quant à lui, s'est défaussé en expliquant que depuis l'accident, Tisséo n'utilisait plus de barre de remorquage, mais faisait appel à une entreprise extérieure qui possède un engin de levage de bus. Il explique que maintenant les mécanos sortent en binômes pour les dépannages : ce qui est faux. Quant au CSSCT (Comité santé sécurité et conditions de travail) et ses représentants (CGT, FNCR, Sud, CFDT), ils n'ont pointé aucun dysfonctionnement, et ont même signé le rapport interne de la direction désignant l'ouvrier décédé comme principal responsable. Au tribunal, l'avocat de la direction s'est d'ailleurs appuyé là-dessus ! Malgré tous les manquements pointés, Tisséo n'a été condamné qu'à 160 000 euros d'amende dont 80 000 euros avec sursis.

En réalité, ce n'est pas un « accident », mais un homicide annoncé. La direction, sous l'entière tutelle du maire Moudenc (LR), obsédée par les statistiques et leurs camemberts, gratte mois après mois la moindre économie à faire, réorganise les équipes pour plus de « compétitivité ». Cela veut dire toujours plus d'économies sur le dos des salariés, avec moins de mécaniciens, moins d'ouvriers, moins de chauffeurs, quitte à les mettre en danger.

LUNA LYONS WIKIPEDIA

Cela continue puisque, sur un des sites, à Colomiers, ce sont maintenant les agents de logistique qui sont envoyés en dépannage à la place des mécaniciens. Lorsque les mécanos partent en dépannage, la situation devient critique dans les ateliers, où le sous-effectif est permanent. La direction commence aussi à dire que les remorquages extérieurs commencent à coûter cher, bien qu'elle ait déjà négocié à la baisse les contrats avec les entreprises de dépannage.

Quant aux ouvriers des entreprises de remorquage extérieures, eux, ils ne sont pas formés à tous les organes de sécurité des différents bus, au gaz, au diesel, hybrides, électriques, avec chaque fois des marques différentes, Iveco, Mercedes. Il y a quelques années, il y a eu un mort également chez eux lors d'un dépannage.

Directeurs et responsables politiques se montrent irresponsables du point de vue de la collectivité et de la sécurité des travailleurs. Il faut que les travailleurs, ceux qui prennent tous les risques, puissent décider eux-mêmes de leur façon de travailler en imposant les embauches nécessaires et le respect des règles de sécurité.

Correspondant LO

Intermarché – Lucé : une fermeture scandaleuse

Un mois après l'annonce par la direction, l'Intermarché de Lucé, près de Chartres, a fermé ses portes samedi 10 mai à 13 heures.

Pour la centaine de travailleurs du supermarché, c'est une catastrophe. Nombre d'entre eux ne sont plus tout jeunes, et sont parfois usés par le travail. Pendant des années, les enseignes ont changé, Rallye à l'ouverture en 1977, puis Casino, racheté par Intermarché il y a à peine plus d'un an, mais pas l'exploitation de ceux qui font tourner le magasin, qui portent des charges lourdes, qui piétinent, qui sont soumis à un rythme de travail intense.

Lors du petit rassemblement qui a eu lieu lors de la fermeture, plusieurs salariés exprimaient leur amertume en disant : *« Casino m'a vendu, Intermarché m'a licencié. »* Les négociations sur les indemnités de licenciements sont encore en cours, mais en attendant, le groupe a trouvé assez d'argent pour payer une entreprise de conseil qui a mis en place une cellule d'écoute. Et comme si cela ne suffisait pas, les salariés ont reçu trois pages de propositions de reclassement aux quatre coins de la France, à Nice, Brest ou Dunkerque.

LO

En fermant un supermarché situé au milieu d'une cité ouvrière, ce géant de la grande distribution montre qu'il se fiche non seulement des habitants qui n'ont plus aucun magasin à proximité, mais aussi des salariés qui ont fait sa fortune. Car le groupe Intermarché n'est pas vraiment au bord de la faillite. Son chiffre d'affaires a augmenté de 7,4 % – 32,7 milliards hors carburant – entre autres grâce au rachat des magasins Casino en 2024. C'est dire s'il aurait largement de quoi maintenir tous les emplois.

Correspondant LO

Plateforme Lidl – Liffré : à Lidl, on est mal, on est mal !

Vendredi 16 mai, une cinquantaine de travailleurs se sont rassemblés devant les portes de la plateforme Lidl qui compte 250 salariés à Liffré, près de Rennes. Ils répondaient à un appel national intersyndical à la grève dans tous les sites de l'entreprise, qui propose une grève dite « perlée », soit chaque vendredi, samedi et dimanche, sur une période illimitée. Sur le piquet, les grévistes dénonçaient une charge de travail grandissante, des augmentations de salaire minables, inférieures à l'inflation.

Sur le site de Liffré, Lidl a de l'argent pour installer des panneaux photovoltaïques, payés en partie avec de l'argent public, mais n'en a pas pour les travailleurs. En raison de la grève, le PDG a annulé sa visite prévue à Liffré, ce qui a fait plaisir aux grévistes. Ils ont le moral et comptent bien remettre ça.

Correspondant LO

Michelin – Cholet : toujours unis contre la dictature des actionnaires

Vendredi 16 mai, jour de l'assemblée générale des actionnaires du groupe Michelin, une centaine de travailleurs se sont retrouvés de 11 heures à 14 heures devant l'usine de Cholet, pour un *« barbecue de la colère »* à l'appel de la CGT et du comité de lutte.

Ce jour-là, les actionnaires ont confirmé au PDG Florent Menegaux ses émoluments pour l'année en cours : 1,10 million d'euros en salaire fixe et 1,15 million en rémunération variable. Ils lui sont reconnaissants pour sa gestion des affaires et des profits, encore en hausse en 2025 après deux années déjà florissantes : 2 milliards d'euros de bénéfice net en 2023 puis en 2024.

À Cholet, chacun connaît la source de ces fortunes : l'exploitation sans frein des travailleurs pendant des décennies, en France comme aux quatre coins du monde. Ces dernières années, sur un marché international de plus en plus concurrentiel, Michelin a fait le choix de fabriquer moins de pneus et de les vendre plus cher, et cette préservation des bénéfices des actionnaires s'est faite aux dépens des salariés.

Les dirigeants ont fermé des usines en série, de l'Allemagne aux États-Unis en passant par l'Écosse et l'Irlande du Nord, sans oublier la France. Ont été tour à tour sacrifiés les ouvriers des sites de Poitiers (2006), Toul (2009) et La Roche-sur-Yon (2020), jusqu'à l'annonce en novembre que ceux de Vannes et Cholet seraient les prochains.

Alors que le PSE officialisant la fermeture de l'usine de Cholet a été signé le 6 mars, le « barbecue de la colère » a fait du bien à tous les participants, contents de se retrouver pour redire leur révolte contre une décision motivée par la seule soif de dividendes des capitalistes. Sur les 955 travailleurs que Michelin met à la porte, ils ne sont guère plus de 200 à avoir retrouvé un emploi, souvent moins bien payé. Quant aux quelques dizaines qui ont accepté un reclassement au sein du groupe, qui leur garantit que dans deux ou trois ans ils ne vont pas revivre un énième « plan social » ?

Si chacun se prépare à recevoir sa lettre de licenciement courant juillet, il reste la fierté d'avoir donné du fil à retordre à la direction et d'avoir tenu tête collectivement. Cette expérience de lutte et d'organisation a laissé des traces positives dans les têtes, et elle resservira forcément à l'avenir, quel que soit l'emploi retrouvé.

Correspondant LO

T2C – Clermont-Ferrand : une grève d'avertissement

Jeudi 15 mai, 70 % des salariés de la T2C (Transports en commun de l'agglomération clermontoise) étaient en grève, dont 83 % des conducteurs. Ils dénonçaient la volonté d'externaliser des services et la mise en place d'une « clause du grand-père ».

Sachant depuis le lundi que la majorité du service serait bloquée, la direction a attendu la veille pour en informer la population. Elle a choisi le bras de fer pour imposer le transfert au privé des services de nettoyage et de médiation – les agents qui aident les usagers dans les bus –, et la disparition d'acquis pour les nouveaux embauchés, la clause du grand-père.

Cette direction est notamment soutenue par François Rage, maire PS de Cournon-d'Auvergne et président du SMTC (Syndicat mixte des transports en commun) de l'agglomération clermontoise, qui gère la T2C. Sa compétence a été déléguée par Clermont Auvergne métropole, dont le socialiste Olivier Bianchi est le président et le maire de Clermont-Ferrand. Autant de « socialistes » qui ne raisonnent que par la recherche de la rentabilité comme n'importe quel patron.

LO

Assemblée des grévistes le 15 mai.

À l'assemblée générale du matin, plus de 400 salariés se sont rassemblés à l'appel des syndicats, contents de se retrouver et de mesurer leur force. Bien que les salariés concernés par ces mesures soient aujourd'hui relativement peu nombreux, tous ont bien conscience qu'ils pourront demain être touchés à leur tour.

Le travail, ainsi que les négociations avec les syndicats, a repris le lendemain. Si l'inquiétude quant à l'avenir a contribué à la mobilisation, la direction est avertie qu'elle devra compter avec tous à l'avenir.

Correspondant LO

LA POSTE

La Poste Paris-Pyrénées : des attaques organisées

De nouvelles réorganisations de la distribution du courrier dans les 11e et 12e arrondissements de Paris ont pour but de supprimer 25 à 30 emplois, soit le dixième des effectifs, déjà à l'os.

Au bureau de Paris-Pyrénées qui distribue le courrier sur trois arrondissements, l'effectif de 350 est le même qu'à l'époque où il n'en desservait qu'un seul, le 20e. Les suppressions d'emplois ont eu lieu en continu par le non-remplacement des départs et aussi, à la fin de l'an dernier, par le licenciement de la plupart des intérimaires. Chaque réorganisation, tous les deux ans environ, s'est traduite par un élargissement du secteur desservi par chaque tournée de facteur. La dégradation a touché également les salariés de la société Nicollin, qui font le ménage, les chauffeurs, le service qui collecte le courrier dans les boîtes aux lettres, l'accueil aux guichets, la cabine qui organise notamment la préparation des recommandés.

Il est vrai que chaque facteur peut espérer obtenir par ancienneté une tournée moins difficile, ou devenir préparateur, une catégorie créée par La Poste ces dernières années, alors qu'auparavant chacun préparait sa tournée avant d'aller la distribuer. Mais beaucoup commencent à ressentir qu'il n'y aura pas d'échappatoire. Alors que la réorganisation du 20e arrondissement est effective depuis juin et pèse encore, arrivent maintenant celles des 12e et 11e arrondissements.

Les pressions augmentent pour que chacun accepte d'allonger sa tournée en cas d'absence d'un collègue… en invoquant le fait qu'il faut bien s'entraider. Mais la direction accuse aussi les absents d'abuser des arrêts, et elle se défausse sur les petits chefs en leur reprochant de ne pas savoir organiser le travail. Quant aux préparateurs, ils sont convoqués individuellement pour s'entendre dire qu'ils pourront être affectés à la distribution du courrier, y compris sur des îlots c'est-à-dire de toutes petites unités dispersées, isolées du bureau central, avec des horaires complètement différents. Les facteurs qui y travaillent déjà sont *« réorganisés »* eux aussi, avec la menace d'être entassés – c'est la direction elle-même qui le dit – dans un nombre réduit de locaux exigus où ils récupèrent leurs chariots et préparent la distribution des recommandés.

Les attaques n'épargnant personne, cela facilite les discussions sur la nécessité d'une riposte collective. Et il n'y a pas de raison pour qu'elle se limite au bureau puisque, à l'échelle du pays, les attaques se multiplient. Rien qu'en Île-de-France, 76 « réorganisations » postales sont prévues d'ici à la fin juin pour le service du courrier.

Correspondant LO

Renault – Sandouville : l'exploitation, ça rapporte

Après dix ans de procédure, la direction de l'usine Renault de Sandouville, près du Havre, vient d'être condamnée pour recours massif et abusif à l'intérim.

La décision du tribunal est notable, alors que, chez Renault notamment, les travailleurs intérimaires sont constamment et largement mis à contribution pour réaliser les profits des constructeurs automobiles. À Sandouville, il a fallu dix ans, après qu'une enquête avait été réalisée par les militants CGT de l'usine, pour que les rapports des inspecteurs du travail aboutissent au parquet du Havre. Entre 2014 et 2018, la direction a, pour assurer la production de son véhicule utilitaire Trafic, employé 4 500 travailleurs intérimaires, dont certains – ceux relevés par le tribunal – *« pour un emploi durable et habituel »*.

Il n'y a pas là de surprise et la direction s'en explique sans gêne, d'ailleurs. Elle a, dans ces années-là, quasiment quintuplé sa production de Trafic et, plutôt que d'embaucher des salariés en CDI, elle a utilisé dans ses ateliers jusqu'à 80 % de travailleurs intérimaires, et parfois davantage. Alors que, deux années plus tôt, 1 400 postes de CDI avaient été supprimés, les dirigeants de l'entreprise de l'époque n'ont même pas cherché à arguer d'un surcroît inhabituel de l'activité, encore moins de la nécessité de remplacer des salariés malades. Plaider la surprise eût été difficile alors que les carnets de commandes étaient pleins et que des ordres de fabrication avaient été lancés trois mois à l'avance…

« Globalement, sur la chaîne de montage, le recours à l'intérimaire est plus intéressant car les employés sont plus jeunes, plus rapides, plus malléables et remplaçables rapidement par d'autres s'ils ne sont plus utiles », a expliqué sans fard un directeur aux enquêteurs de la police judiciaire. Les inspecteurs du travail ont de leur côté, au cours de l'enquête, dénoncé le recours de la direction à des *« variations de cadence journalières acceptées par ces effectifs précaires facilement manipulables »*. Quant aux services de la Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi, la Direccte, ils

RADIO FRANCE LILA LEFEBVRE

ont insisté sur la fréquence des accidents du travail auxquels sont exposés plus particulièrement les travailleurs intérimaires dans les usines Renault.

Reste qu'en fait de frapper fort, le tribunal a condamné la direction de Renault Sandouville de l'époque à 18 750 euros d'amende, le maximum prévu, à peine un euro par an et par travailleur intérimaire. C'est dire clairement qu'en fait la loi protège l'exploitation patronale et les profits produits par l'ensemble des ouvriers, en CDI ou non.

Viviane Lafont

Défendre l'industrie française ou les intérêts des travailleurs ?

Mercredi 14 mai, un peu plus de 300 travailleurs se sont rassemblés devant l'usine de Renault – Cléon, en Seine-Maritime, à l'appel des salariés de l'usine inquiets pour leurs emplois.

LO

Jean-Pierre Mercier à Cléon, le 14 mai.

Dans l'assistance, on comptait des travailleurs d'autres usines du groupe ou locales, un bon nombre d'élus locaux, de députés, dont quatre de La France insoumise, et de responsables syndicaux, comme la secrétaire générale de la CGT, Sophie Binet.

Depuis deux ans et la stratégie de Renault prévoyant le découpage des usines en différentes entités, l'usine de Cléon est devenue Ampère-Cléon et devrait être vouée à la fabrication des moteurs électriques des voitures Renault. Les responsables CGT et Sophie Binet ont dénoncé la politique de la direction en ces termes : *« Nous avons la preuve qu'une partie des moteurs électriques sont produits au Portugal et que la direction est en train d'organiser la fabrication d'une autre partie* […] *en Chine. »* Manuel Bompard, de LFI, en a rajouté en dénonçant *« le massacre de l'outil industriel français »*. La solution prônée par les dirigeants syndicaux s'est résumée à la production en France d'une voiture électrique qui serait populaire et accessible à tous, au prix de 15 000 euros.

Alors que toute la production est organisée à l'échelle mondiale, prôner ainsi le repli à l'intérieur de l'Hexagone est un leurre. De plus, cela revient à désigner les travailleurs portugais ou chinois comme des concurrents et des ennemis. Enfin, dans une économie où la décision revient à des actionnaires guidés par la recherche du profit, leur conseiller d'autres choix industriels est une absurdité. Et c'est aussi laisser entendre qu'ouvriers et patrons pourraient avoir les mêmes intérêts.

Pour empêcher les patrons de nuire, pour sauver leur peau, les travailleurs ont les mêmes intérêts par-delà les frontières.

Comme l'a rappelé Jean-Pierre Mercier dans son intervention au nom de Lutte ouvrière, dénonçant l'appel patronal *« à manger dans la gamelle des autres »* : *« La ligne de partage n'est pas entre travailleurs d'ici et travailleurs de Chine mais entre (…) les actionnaires et les travailleurs. »*

Sylvie Maréchal

Toyota – Onnaing : bénéfices et exploitation record !

Cette année, le groupe Toyota annonce un bénéfice net de 29,3 milliards d'euros. C'est 59 milliards d'euros de bénéfices net en deux ans, soit 55 745 euros à la minute, 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 !

Ces profits faramineux sont faits sur le travail des 400 000 salariés du groupe. En France, à l'usine d'Onnaing dans le Valenciennois, la charge de travail ne cesse d'augmenter. La direction s'était fait de la publicité en fin d'année en promettant l'embauche de 600 CDI. En réalité, en moins d'un an, l'effectif est passé de 5 100 à 4 800 travailleurs, avec de plus en plus de voitures produites chaque jour.

Cela fait moins de bruit que la fermeture d'une usine Michelin, ou que 600 suppressions d'emplois chez Arcelor, mais c'est la même offensive capitaliste contre le monde du travail. Dans les ateliers, des dizaines de postes ont été supprimés et la charge de travail sur les postes restants rend les conditions plus dures et plus pénibles. La direction a encore augmenté récemment le plan de production à 412 voitures par équipe, ce qui fait 1 236 voitures par jour. Dans tous les secteurs de l'usine, sur toutes les lignes, le sous-effectif est la règle. Chaque seconde économisée, chaque poste de travail supprimé se transforment en or pour les actionnaires.

Pour imposer cette aggravation des conditions de travail, la dictature patronale s'intensifie aussi. La direction trouve toutes sortes de prétextes pour licencier, les sanctions tombent en rafale, les chefs refusent de plus en plus de congés et la direction installe des caméras partout dans l'usine, sous prétexte de « surveiller la qualité ».

Tous les ans ou presque, la direction de l'usine ressort le même mensonge pour ne pas payer d'impôts ni de prime de participation, en disant que l'usine d'Onnaing ne ferait pas de bénéfices. Toyota est pourtant numéro un mondial des ventes automobiles. Mais le groupe brigue aussi le numéro un mondial sur le podium des gros menteurs !

Correspondant LO

Clinique de Montargis : c'est la grève !

Depuis le 12 mai, à la clinique de Montargis, dans le Loiret, la colère contre les pressions et les salaires bloqués depuis des années s'exprime.

Face à une direction de combat, une quarantaine de salariés, soit la moitié des effectifs soignants, ont décidé de se mettre en grève illimitée. Ils tiennent un piquet de grève devant l'entrée qui recueille la sympathie du public et le soutien de certains médecins. De ce fait, l'activité chirurgicale uniquement libérale ne peut plus se dérouler. La direction a décidé de faire sortir tous les patients avec la promesse de reprogrammer plus tard ces interventions non urgentes.

Depuis l'été dernier, la direction de la clinique a décidé de diminuer la masse salariale en réduisant les effectifs. Après avoir présenté puis retiré deux fois des plans de licenciements pour motifs économiques, elle est finalement parvenue à réduire les effectifs d'une vingtaine de postes à coups de ruptures conventionnelles et de licenciements pour faute. Il faut maintenant absorber la masse de travail avec des dizaines de bras en moins pour des salaires qui ne décollent pas du smic.

Sans complexes, la direction déclarait avant le mouvement : *« C'est grâce à l'activité des médecins que l'établissement peut tourner et rapporte… Vos salaires, eux, sont plutôt une charge ! »* La grève, qui a entraîné l'arrêt complet des hospitalisations, démontre qu'au contraire c'est bien l'ensemble du personnel qui fait fonctionner la clinique.

Quant à la question des salaires, la majorité des agents est consciente que, derrière la direction, c'est l'actionnaire, à la tête d'une quarantaine d'entreprises du secteur médical, qui maintient les paies depuis des années en dessous de ce qui est nécessaire pour vivre, voire en dessous de la réglementation légale, pour tirer un maximum de profit de cet établissement de santé. Il faut qu'il prenne sur ses profits passés et présents pour régler ce qu'il doit.

La direction a l'habitude de faire pression individuellement sur nombre de membres du personnel. Désormais, elle et l'actionnaire ont en face d'eux des grévistes qui prennent le temps de parler entre eux, qui découvrent parfois des collègues avec qui ils n'avaient jamais eu le temps d'échanger, et surtout qui dirigent eux-mêmes leur mouvement… L'initiative a changé de camp.

Correspondant LO

THOMAS BOGEARD RC

Des grévistes de la clinique.

Hôpital de la Croix-Rousse – Lyon : le déjeuner de la direction tourne au vinaigre

En grève depuis trois semaines pour dénoncer un sous-effectif chronique qui les empêche de prendre correctement en charge des patients toujours plus lourds, les aides-soignantes et infirmières du service de médecine interne de l'Hôpital de la Croix-Rousse continuent de faire parler d'elles.

Pour se faire entendre au-delà de leur équipe, elles ont décidé, en assemblée générale, de préparer et de mener une action coup de poing : une irruption à l'heure du déjeuner dans la cafétéria de l'hôpital. Jusqu'à la dernière minute, elles ont réussi à garder leur plan secret pour surprendre la direction, mettre les pieds dans le plat et lui énoncer leurs revendications devant tout le monde.

Jeudi 15 mai, elles étaient donc près de quarante à entrer dans le self en blouse de travail, avec leurs pancartes et leurs slogans. Pour la direction, qui venait de s'attabler et qui n'avait rien vu venir, cette action lui tombait dessus comme un cheveu sur la soupe. Malgré ses menaces et ses tentatives d'intimidation, les grévistes ont pris la parole avec fierté et assurance. Le succès a été total : non seulement elles ont été chaleureusement applaudies par une grande partie de la salle, mais leur slogan « Hôpital de misère, hospitaliers en colère ! » a été largement repris pour ponctuer leur intervention.

Ce coup d'éclat devrait rester sur l'estomac de la direction, qui ne manque habituellement pas d'appétit quand il s'agit d'imposer des mesures d'austérité aux hospitaliers. Mais le plus important est d'avoir marqué les esprits dans les autres services et secteurs de l'hôpital. Car s'ils en arrivaient à rejoindre la grève, les hospitaliers auraient alors les moyens de faire mordre la poussière à tous ceux qui veulent les faire taire.

Correspondant LO

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste), membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron – 6, rue Florian 93500 Pantin – Téléphone : 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quatre-vingt-dix-neuf ans à partir du 1er janvier 2020 – Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Stephen Goldberg. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. – Tirage : 9900 exemplaires. Impression : Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve – Commission paritaire des publications n°1029 C 85576 – ISSN 0024-7650 – Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) – Dépôt légal mai 2025.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de :

Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante :

LUTTE OUVRIÈRE
BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX.

Merci d'indiquer lisiblement vos **nom, prénom et adresse,** pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France.

L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées.

L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que *« ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement »*.

Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière ☐ Lutte de classe ☐

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

Ci-joint la somme de :

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	*Lutte ouvrière*		*Lutte de classe*
Destination	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €
Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.			

Sur Internet
www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Audio-LO www.lutte-ouvriere-audio.org

Grande-Bretagne : les éboueurs de Birmingham en grève

À Birmingham, en Grande-Bretagne, plus de 350 éboueurs sont en grève depuis le 11 mars, contre une réorganisation qui ferait perdre jusqu'à 9 500 euros sur le salaire annuel à près de 200 d'entre eux.

BRUM SP

Le piquet de grève des éboueurs de Birmingham.

Plus de deux mois déjà : c'est une durée record pour une grève d'éboueurs en Grande-Bretagne. Les grévistes ont face à eux un conseil municipal travailliste qui, sur le papier, se réclame du monde du travail. Mais dans les faits, il mène la guerre à ses agents municipaux – avec l'appui du gouvernement Starmer, lui aussi travailliste. Le prétexte pour la baisse des salaires est la faillite de la municipalité il y a deux ans. Mais l'argument des caisses vides est rejeté par les travailleurs. Ils savent que le sous-financement de la collectivité locale a été imposé d'en haut, par la baisse des dotations de l'État. Et puis pourquoi devraient-ils se sacrifier, alors que celui-ci trouve de plus en plus d'argent pour les commandes militaires ?

Dans leur combat, les éboueurs ont le soutien de la population, malgré les désagréments causés par l'accumulation des déchets dans les rues. Les habitants de Birmingham savent bien que leurs rémunérations n'ont rien d'astronomique. Et ils subissent eux-mêmes depuis des années une réduction drastique des services municipaux.

Le syndicat Unite dirige la grève, mais il la gère comme une lutte sectorielle, sans chercher à entraîner les autres employés de la municipalité. Il a certes appelé à des rassemblements de soutien, d'ailleurs bien suivis. Mais ses dirigeants considèrent qu'il suffit de mettre l'affaire sur la place publique puis de bien négocier et que cela fera reculer les autorités locales. À l'évidence, cela ne marche pas.

Étendre le mouvement serait pourtant possible. Cela fait des années que les travailleurs municipaux sont attaqués, bien au-delà de Birmingham. Et dans la région, les nombreux ouvriers d'industrie, comme ceux de l'usine Jaguar Land Rover à Solihull, auraient eux aussi des raisons de se battre pour leurs salaires, avec cet atout supplémentaire qu'ils pourraient frapper le patronat au portefeuille.

Ce n'est pas la ténacité qui manque aux éboueurs en lutte qui approchent de leurs trois mois de grève. Réussir à entraîner les travailleurs qui, autour d'eux et comme eux, n'en peuvent plus des politiques d'austérité et « probusiness », serait une arme decisive.

Thierry Hervé

Une faillite payée par les habitants

« Birmingham est la deuxième ville de Grande-Bretagne et l'une des plus pauvres, avec 50 % des enfants sous le seuil de pauvreté. Depuis la faillite de la municipalité en 2023, celle-ci a taillé dans les services à l'enfance et fermé 25 bibliothèques ; tout financement des arts et de la culture cessera d'ici 2026. Plus de 5 000 ménages sont hébergés dans des logements temporaires. Aucune commune n'a une plus grande proportion de personnes sans abri, à part Newham, dans l'est de Londres. 12 % des habitants n'ont d'autre revenu que leurs prestations sociales, contre seulement 5 % à Londres. Les habitants de Birmingham meurent en moyenne trois ans plus tôt que ceux de Londres et du sud-est de l'Angleterre. »

Workers' Fight
(Grande-Bretagne-UCI)

Troyes : de l'argent pour le social, pas pour le capital !

Jeudi 15 mai, des travailleurs sociaux et médico-sociaux ont à nouveau manifesté dans de nombreuses villes du pays.

À Troyes, ils étaient encore près de 70. Cette mobilisation suivait celle du 1er avril, qui avait été un succès avec 300 manifestants devant l'agence régionale de la santé.

Les travailleurs du social, du médico-social et de la santé subissent des attaques répétées, qui deviennent insupportables. Les gouvernements et les ministres successifs restreignent d'année en année les budgets dédiés au secteur. Cela entraîne des suppressions de postes, parfois de services entiers. Il s'y ajoute les salaires insuffisants, les conditions de travail dégradées, etc.

De surcroît, le projet patronal d'une convention collective unique, encouragé par le gouvernement, comporte trois grandes attaques : d'abord contre les congés supplémentaires, dits congés trimestriels, qui passeraient de 18 à 9 jours. De plus, la semaine de travail pourrait aller jusqu'à 48 heures au lieu de 44, et les coupures entre deux prises de poste seraient réduites à 9 heures. Ainsi, un éducateur d'internat pourrait faire le coucher des jeunes en devant revenir pour le lever le lendemain matin, et faire quatre fois 12 heures sur une semaine. Enfin, une partie du salaire serait calculée au mérite et aux compétences et non plus selon le diplôme et l'expérience.

Toutes ces mesures visent en fait à moins embaucher et à rogner sur les paies pour faire des économies sur la masse salariale, qui est le plus gros budget dans ce secteur professionnel.

Jeudi 15 mai, lors de la prise de parole avant la manifestation à Troyes, un camarade a dénoncé les centaines de milliards versés au patronat en aides, allègements, crédits d'impôts et évasion fiscale. Une dénonciation particulièrement applaudie tellement cela caractérise les choix politiques faits par Macron et le gouvernement.

Correspondant LO

LO

Finances publiques Paris : la direction remballe sa menace

À la DRFiP de Paris, la direction régionale des Finances publiques, une grève des salariés du nettoyage sous-traité à la société Maintenance industrie s'est conclue le lundi 5 mai.

Les salariés ont obligé la société à augmenter leurs salaires d'environ 150 euros et plus, en augmentant le nombre d'heures de leur temps partiel.

La grève a eu le soutien d'agents et de militants syndicaux des Finances publiques. Le lendemain de cette victoire, un des agents, militant syndical CGT qui l'a soutenue recevait un mail de convocation de la DRFiP pour une audition pré-disciplinaire ! Les militants syndicaux et les anciens grévistes du ménage ont alors organisé un rassemblement de soutien. Lundi 19 mai, devant la direction régionale rue Réaumur à Paris, près de 80 agents, militants CGT, de Solidaires ou de Force ouvrière des Finances publiques et salariés du ménage étaient présents, ainsi que des militants CGT de l'Union départementale, des élus communistes ou de l'Après, des militants de Lutte ouvrière.

Chacun a pu prendre la parole, après quoi, le militant syndical s'est rendu à la convocation, accompagné de deux représentants CGT. Revenu 45 minutes après, il a été fêté par tous, satisfaits d'apprendre que toute menace de sanction était abandonnée. La direction était désolée : *« C'est un malentendu, le mail n'était qu'un mail standard qui ne correspondait pas du tout à une véritable audition pré-disciplinaire, mais à un simple entretien… »*

Il est vrai que durant l'entretien les tam-tams des grévistes et leurs slogans étaient bien entendus par la direction. Visiblement, cette mobilisation a fait reculer la DRFiP dans sa tentative d'intimidation de militants syndicaux.

Correspondant LO

Lutte ouvrière ■ Directeur de publication : Michel Rodinson ■ Commission paritaire n° 1029 C 85576